

Lutte de classe

Confronté à l'épreuve des faits, le NPA est-il vraiment pour la rupture avec l'Union européenne ?

Ce document comporte deux parties, dans la première vous trouverez la position du NPA, dans la seconde la mienne. Honneur à l'invité !

1- La Résolution élections européennes 2009 (adoptée au Congrès de fondation du NPA).

Ce texte a été adopté par 481 pour, 69 contre, 43 abstentions et 10 refus de vote. La première partie (jusqu'à "Le congrès fondateur du NPA...") a été votée séparément par 561 pour, 6 contre, 44 abstentions et 13 refus de vote. Auparavant, un vote a eu lieu entre 2 versions de "fin" de la résolution (à partir donc de "Le congrès fondateur du NPA..."). La version 1 a obtenu 467 pour, 94 contre, 52 abstentions et 3 refus de vote. C'est donc celle qui est intégrée à ce texte. La version 2 a obtenu 101 pour, 484 contre, 36 abstentions et 3 refus de vote.

La crise systémique qui frappe aujourd'hui le cœur même de l'économie capitaliste n'a bien sûr pas épargné l'Union Européenne. Du Traité de Rome de 1957 jusqu'au mini-traité européen de 2007 en passant par le Traité de Maastricht, tous les choix politiques ont favorisé la libre circulation des marchandises, des biens, des services et des capitaux. Ils ont été imposés aux peuples par des institutions pour la plupart non élues, la seule soumise au suffrage universel, le Parlement européen, n'ayant quasiment pas de pouvoir de décision.

Ces choix ont contribué à creuser toujours plus, au sein même de l'UE, le fossé des inégalités entre l'immense majorité des salariés et de privés d'emploi toujours plus pauvres d'un côté et d'une poignée d'actionnaires toujours plus riches de l'autre. Toutes les décisions européennes ont construit une forteresse contre les peuples du Sud et organisé la chasse aux immigrés et aux gens du voyage.

Au moment de la crise, et malgré toute l'agitation frénétique de Sarkozy, l'Union Européenne n'a pu parler d'une seule et même voix, car chaque Etat, chaque gouvernement défend les intérêts et privilèges de ses propres banques, de sa propre bourgeoisie. C'est ce qui explique aussi leur incapacité à se défaire des frontières et des Etats nationaux alors même que, poussés par la concurrence des Etats-Unis et des pays d'Asie, ils se sont résolus à abandonner leur monnaie nationale pour l'euro.

Les réponses de chacun des Etats européens convergent cependant : socialisation des pertes et privatisation des profits ; injection de fonds publics pour sauver la finance ; restrictions des moyens pour les services publics ; pression accrue sur les chômeurs et les salariés ; licenciements massifs pour sauvegarder les profits.

L'Union Européenne développe par ailleurs une politique climatique qui ne répond pas aux enjeux de l'heure. Le plan climat-énergie adopté récemment fixe des objectifs de réduction de gaz à effet de serre inférieurs aux préconisations des scientifiques du GIEC et envisage de délocaliser deux tiers des ses réductions d'émissions dans les pays du Sud.

Nous devons lui opposer une alternative pour la justice sociale... Leur Europe n'est pas la nôtre ! Elle est au service des trusts et de la finance. C'est cette Europe qu'ont rejetée les populations des Pays-Bas et de la France, en 2005, puis de l'Irlande en 2008 en votant majoritairement NON au projet de traité constitutionnel.

1) L'Europe que nous voulons : Une Europe démocratique des travailleurs et des peuples !

Nous proposons « un plan d'urgence pour l'Europe » que nous défendrons dans les luttes et lors des élections de 2009. Nous devons exiger l'abrogation de tous les traités et accords de l'Europe libérale (Lisbonne, Barcelone, accords Schengen).

Une véritable Europe sociale ne pourra voir le jour que par une contre-offensive des travailleurs des deux sexes qui annule toutes les lois et mesures de régression sociale qu'ont imposées, dans tous les pays européens, les patronats et leurs gouvernements.

Il s'agit d'imposer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous, la diminution du temps de travail hebdomadaire, vers les 30 heures, la retraite à 60 ans au plus, une augmentation générale des salaires. Nous voulons un salaire minimum européen qui soit l'équivalent, en terme de pouvoir d'achat des 1500 euros nets que nous revendiquons en France. Il faut une existence de couvertures maladies obligatoires, financées par des crédits publics et non par des assurances privées. Elles permettront à tous l'accès, sans délais à des soins gratuits, de qualité et de proximité. Nous exigeons l'harmonisation vers le haut de droits du travail reconquis, des services publics européens à chaque fois que l'échelle européenne est pertinente : les transports aériens, les chemins de fer, les transports fluviaux, l'énergie, l'eau, les télécommunications, les trusts pharmaceutiques...

Pour réaliser tout cela, il faut prendre sur les profits et que les salariés, la population contrôlent les comptes des entreprises et les mouvements de capitaux, imposent la fermeture des paradis fiscaux et l'instauration de taxes sur le mouvement des capitaux investis dans des opérations financières. L'urgence économique impose que les populations contrôlent également les banques centrales, et en particulier la banque centrale européenne, afin que l'épargne serve à financer des travaux d'utilité sociale (logements, transports collectifs...). Une harmonisation des fiscalités fondées sur des impôts progressifs taxant très fortement les plus riches et sur la suppression des taxes indirectes permettrait à la fois d'arrêter le dumping social et fiscal et d'enclencher une nouvelle logique sociale en rupture avec celle des capitalistes.

Une véritable Europe des peuples signifie pour chaque peuple le droit à sa langue, à sa culture, le droit de choisir ses institutions ; c'est-à-dire, de façon générale, le droit de décider de son destin. Il s'agit aussi de s'opposer au mandat d'arrêt européen, instrument de répression politique aux mains des Etats.

Une véritable Europe écologique, une Europe unie, une Europe des travailleurs permettrait de planifier démocratiquement la production et les échanges avec le souci permanent de préserver la nature et l'environnement. Il faut en finir avec l'agro industrie et la PAC, décider de produire selon les besoins et là où sont ceux des populations afin de réduire les flux de transports de marchandises. Lorsque ceux-ci sont nécessaires, ils doivent privilégier ceux qui sont les moins polluants (les voies ferrées, fluviales et maritimes).

Les agriculteurs doivent pouvoir vivre de leur travail et pratiquer une agriculture respectueuse de l'environnement sans OGM. Il faut permettre à chacun d'avoir une alimentation saine, tout en protégeant la biodiversité. Il faut exiger de la Commission européenne la publication des « substances à hauts risques » identifiées et demander leur interdiction immédiate. Nous devons encourager la pêche artisanale, moins consommatrice et produisant moins de déchets.

L'eau, bien commun et précieux, doit être gérée publiquement et dans la transparence et accessible à tous.

Il faut sortir du nucléaire et des autres énergies polluantes et pour cela donner des moyens à la recherche d'énergies alternatives à l'échelle de l'Europe.

Une véritable Europe de l'égalité. L'Europe que nous voulons doit affirmer l'égalité absolue entre les hommes et les femmes. Elle doit garantir l'égalité des droits économiques, politiques et civils des femmes et des hommes : en particulier, l'égalité des salaires, le droit à l'avortement et à la contraception. Il faut s'opposer notamment à toute marchandisation du corps des femmes en luttant pour l'abolition de la prostitution.

Cela passe aussi par l'égalité des droits des étrangers et le premier entre tous : le droit du sol ! Nous continuerons à nous battre contre l'Europe forteresse pour la régularisation et le droit d'installation de tous les sans papiers, l'égalité des droits sociaux et politiques. La lutte contre les discriminations, notamment en raison du sexisme, du racisme et de l'homophobie doit devenir une priorité.

Une véritable Europe solidaire. L'Union européenne participe à la domination des pays du Sud de la planète, celles d'une poignée de pays riches contre une majorité de pays pauvres. Nous voulons une

politique de désarmement, l'annulation de la dette, une politique de collaboration fraternelle et solidaire avec les peuples des pays du Sud.

Une Europe de la paix exige le retrait de toutes les troupes européennes des guerres menées contre les peuples en Irak ou en Afghanistan, l'arrêt du soutien aux dictatures en Afrique et la rupture avec l'OTAN.

Nous voulons une Europe qui soutienne les droits fondamentaux du peuple palestinien : droit à un état indépendant ayant comme capitale Jérusalem-Est, et le droit au retour des réfugiés. Une Europe qui exige d'Israël le retrait des forces d'occupation des territoires occupés y compris Jérusalem-Est, le démantèlement immédiat de toutes les colonies et du mur et fasse cesser le blocus de Gaza. Une Europe qui applique des sanctions économiques, politiques, culturelles, sportives et suspende l'accord d'association tant qu'Israël se refuse à respecter le droit international. Une Europe qui interdit immédiatement à ses entreprises de travailler pour Israël dans les territoires occupés.

Il faut une Europe qui exige le retrait des troupes au Liban et en Afrique.

Une véritable Europe démocratique. L'intérêt commun ne peut être incarné par des institutions non élues, des exécutifs non mandatés et des experts non contrôlés. Les peuples d'Europe doivent pouvoir décider eux-mêmes, par la mise en place d'une assemblée constituante par laquelle ils établiront leur coopération. Nous y défendons pour notre part le projet d'une Union socialiste des peuples d'Europe.

2) Pour un regroupement des anticapitalistes à l'échelle européenne

Ces ruptures ne se feront pas sans l'intervention massive des salariés et des peuples. Des luttes coordonnées à l'échelle de l'Europe ont parfois eu lieu, il faut développer des convergences entre nos luttes, tisser ou consolider des liens durables entre les mouvements sociaux, établir des cadres permanents de discussion et d'action avec toutes les forces, dans les autres pays, qui se situent sur le terrain de l'anticapitalisme.

Nous proposerons également à toutes les forces anticapitalistes en Europe, une discussion qui étudie la possibilité d'une apparition commune lors de ces élections.

3) Notre participation aux élections européennes

C'est ce « plan d'urgence pour l'Europe », de rupture avec le capitalisme, que nous voulons défendre, un projet anticapitaliste alternatif aux choix européens réalisés jusqu'à ce jour. Dans ces élections, nous combattons la politique des patronats et des gouvernements de droite, sociaux-libéraux, ou de coalition gauche-droite qui visent à défendre toujours plus les profits quels qu'en soient les coûts humains et écologiques.

Nous défendons un programme d'urgence européenne qui vise à construire une Europe sociale c'est-à-dire au service du plus grand nombre.

Nous réaffirmerons notre indépendance par rapport aux partis « sociaux-démocrates » et à leurs alliés parce qu'ils accompagnent ou mettent en œuvre les orientations du patronat : nous n'oublions pas qu'ils ont, aux Sommets de Lisbonne et de Barcelone, décidé d'accentuer les libéralisations des services publics (transports aériens, poste, chemins de fer, installations portuaires...) et d'interdire toute restriction à la libre circulation des capitaux. Nous n'oublions pas que la plupart de leurs directions ont soutenu le projet de traité constitutionnel (TCE) au mépris de l'intérêt des peuples.

Le congrès fondateur du NPA est favorable à un accord durable de toutes les forces qui se réclament de l'anticapitalisme, un accord qui pourrait donner un élan supplémentaire aux mobilisations et aux luttes pour faire payer leur crise au patronat, aux banques et aux gouvernements tant à l'échelle nationale qu'européenne. Tout en encourageant la lutte contre la politique de la droite sarkozyste malgré les démissions de la direction du PS, un tel accord porterait avec plus de force le projet d'une Europe des travailleurs et des peuples. Le NPA entend agir comme force d'unité et est prêt, de façon publique, à en explorer immédiatement et sans exclusive les voies, y compris pour les élections européennes, en particulier avec les forces avec lesquelles nous avons mené campagne aux dernières élections municipales.

Cette unité, nous la souhaitons féconde et utile à une montée des luttes tant sociales, écologiques que politiques. C'est dans cette perspective qu'il convient d'en définir le cadre :

1) Une unité sur un contenu réel qui développe les raisons pour lesquelles nous avons combattu le TCE, qui couvre à la fois les questions sociales et écologiques, tout comme les questions démocratiques. La crise est venue souligner la pertinence de notre combat. L'unité doit porter un projet anticapitaliste au contenu précis en rupture avec le système qui réponde aux besoins de la population.

2) Une unité qui doit se retrouver sur le terrain, dans les luttes sociales et écologiques, contre la casse sociale, contre le démantèlement du droit du travail et des services publics, contre le productivisme, la marchandisation du vivant, pour la sortie du nucléaire. La crise du capitalisme exploiteur et productiviste est une crise de civilisation que la démarche électorale seule ne pourra résoudre.

3) Une unité qui ne soit pas un cartel électoral sans lendemain mais un instrument pour les luttes des travailleurs, et qui ne se limite pas aux élections européennes, mais s'étende aux élections régionales qui suivent de quelques mois à peine, toujours dans l'indépendance vis-à-vis du PS, parti qui, par son programme et sa pratique, s'inscrit dans la gestion du capitalisme et a renoncé à toute transformation sociale.

2- Mon analyse.

Le NPA contre la rupture avec l'Union européenne.

Argument n° 1 - Tout d'abord, un regret exprimé qu'il faut commenter : « *le Parlement européen, n'ayant quasiment pas de pouvoir de décision* », mais la Commission européenne et le Conseil de l'Europe se sont employés à lui en donner davantage ces derniers temps, car ils ont parfaitement compris quels avantages ils pourraient en tirer : en associant davantage les députés européens à leur entreprise de démolition de nos droits, ils pouvaient du coup prétendre que les directives européennes adoptées et retranscrites dans les législations nationales étaient légitimes puisque ayant reçu le seau démocratique du Parlement, les députés étant élus au suffrage universelle. De toutes manières ils n'avaient rien à perdre et rien à craindre puisque de la même manière que dans la très grande majorité des parlements nationaux, plus de 90% des élus sont de farouches partisans de l'Union européenne.

Argument n° 2 - "Nous devons exiger l'abrogation de tous les traités et accords de l'Europe libérale (Lisbonne, Barcelone, accords Schengen).", c'est tout, ils ont oublié Maastricht qui fut la clé de voute de la préparation au passage à l'euro avec toutes ses conséquences pour le niveau de vie du prolétariat qui n'a cessé de baisser. En réalité, c'est l'ensemble des traités depuis le Traité de Rome qu'il faut abroger, l'Union européenne qu'il faut liquider purement et simplement cette institution du capital.

Argument n° 3 – « *Nous exigeons l'harmonisation vers le haut de droits du travail reconquis, des services publics européens à chaque fois que l'échelle européenne est pertinente : les transports aériens, les chemins de fer, les transports fluviaux, l'énergie, l'eau, les télécommunications, les trusts pharmaceutiques...* ».

Le NPA « exige » ceci cela de l'UE, ce qui signifie qu'ils en attendent quelque chose, qu'on pourrait faire avec, ils confirment ici qu'ils n'ont pas du tout l'intention de combattre pour son abolition. Mieux ou pire plutôt, en conséquence selon le NPA, l'UE pourrait avoir un caractère progressiste en matière de droit du travail, alors que depuis qu'elle existe, elle n'a pas adopté une seule mesure sociale favorable au prolétariat.

Dans le même registre, logiquement, ils en viennent à reprendre à leur compte les revendications des multinationales pour lesquelles l'UE a été fondée lorsqu'ils réclament une « *harmonisation des services publics européens* », car jusqu'à preuve du contraire, l'UE n'a cessé dans ce domaine là aussi de privatiser les services publics, de les liquider, au nom de *l'harmonisation* justement qui a pour nom la « *concurrence libre et non faussée* » à l'intérieur des frontières de l'UE.

Il faut bien comprendre la méthode du NPA. Le NPA se situe au côté de l'UE, nous, nous devons nous situer résolument contre.

Reprendre à son compte à la virgule près une revendication exprimée par l'UE en prétendant qu'on pourrait lui donner un autre contenu mais sans en avoir les moyens, revient à l'aider à la faire aboutir telle quelle, car qu'est-ce que les masses retiendront de ce concert de voix qui se déroule sur le même registre ? Qu'il faut bien « *harmoniser les services publics au niveau européen* », et comme c'est l'UE qui est aux commandes, elle n'aura pas trop de difficultés à atteindre son objectif.

Au contraire, pour faire barrage aux projets réactionnaires de l'UE, il faudrait s'opposer farouchement à toute « *harmonisation des services publics au niveau européen* », puisque l'on sait qu'elle se traduira par leurs destructions ou leurs privatisations. Si vous réclamez la même chose que notre ennemi en employant exactement les mêmes mots, comment voulez-vous que les masses s'y retrouvent ? Alors qu'il est beaucoup plus simple et plus parlant de s'y opposer en expliquant pourquoi.

Là encore, comme sur les sujets que l'on peut aborder avec le NPA, on se rend compte que le NPA veut obtenir la satisfaction de revendications qui nous pourront être satisfaites qu'à condition que le prolétariat ait pris le pouvoir politique. Ils écartent cet argument, en fait pour eux, que ce soit l'Union européenne ou les travailleurs qui détiennent le pouvoir politique c'est du pareil au même, on pourra atteindre les mêmes objectifs, sauf que, comme c'est impossible, cela revient à laisser l'Union européenne appliquer sa politique pendant que le NPA gueule dans son mégaphone !

Tout le reste de leur argumentation n'est que du baratin, le même baratin qu'ils nous servent au plan national, on vient de le dire, répétons-le : ils évoquent le pouvoir et le contrôle des travailleurs sur l'économie, une, dans le cadre de l'Union européenne telle qu'elle existe, deux, sans que les travailleurs n'aient pris au préalable le pouvoir politique, or chacun sait que le contrôle de l'économie par les travailleurs sans qu'ils aient pris le pouvoir est totalement impossible, ou alors elle porte un nom, cela s'appelle le corporatisme ! Pourquoi ne pas commencer par liquider la Ve République ? Parce que tous les liens avec les institutions du capital s'en trouveraient rompus du même coup si c'était un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui le décrétait ?

LCR = NPA : la même boutique opportuniste... jusqu'au bout !

Leur « *Europe des peuples* », c'est le front populaire européen avec comme point d'appui au combat contre les peuples, le parlement européen ou la collaboration de classes peut s'exercer au grand jour comme dans tous les parlements nationaux !

Personnellement, je pense qu'il faudrait appeler au boycott des élections européennes, les peuples n'ayant absolument rien à attendre de cette institution du capital, qui a été créée par le capital pour le capital exclusivement, véritable machine de guerre contre tous les droits et acquis sociaux de la classe ouvrière.

Un parti n'a pas forcément besoin de participer à des élections pour faire connaître son programme, surtout aujourd'hui avec le brouhaha et la puissance médiatique au service des classes dominantes qui empêchent les électeurs de pouvoir se faire une libre opinion. Il n'y a que les vulgaires électoralistes, les partis inféodés aux institutions du capital qui en ressentent obligatoirement le besoin. Et pour cause, sans rien faire cela peut rapporter du fric pendant plusieurs années, quelle aubaine ! Il ne faut pas l'oublier non plus.

Confrontés immédiatement à la réalité, ils renient déjà dans les faits leur programme.

Dans le document intitulé *Principes fondateurs du Nouveau Parti Anticapitaliste adoptés par le congrès*, on peut lire :

« *Bien évidemment, les mesures que prendrait un gouvernement portant un programme de rupture s'inscrivent dans les mobilisations pour une autre Europe, une Europe en rupture complète avec les institutions de l'Union européenne, une Europe qui aurait pour objectif de satisfaire les besoins sociaux de la population et pour ambition de changer radicalement les rapports nord/sud.* »

1- Argument – on se demandera quel pourrait être la nature de ce gouvernement ou plutôt de l'Etat au service duquel serait le gouvernement dont ils parlent, dans la mesure où il serait obligé de prendre des mesures pour rompre avec l'UE : question élémentaire camarades : mais un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui gouvernerait pour le compte du prolétariat n'aurait pas besoin de prendre des mesures pour rompre avec l'UE, en décrétant simplement l'abolition de la Constitution donc des institutions de la Ve République incluant la remise en cause de la totalité des traités et des engagements internationaux pris par les représentants du capitalisme depuis 1789, il n'existerait plus aucun lien entre la République socialiste

française et l'ensemble des institutions européennes ou internationales du capital, appelons-là ainsi pour notre démonstration.

Si le gouvernement auquel fait allusion le NPA avait besoin de mesures complémentaires pour rompre avec l'UE, cela signifierait tout simplement qu'il n'aurait pas rompu avec la totalité des vieilles institutions nationales qui figurent dans la Constitution de la Ve République, il n'est même pas certain à ce stade qu'il aurait aboli cette constitution. Ce raisonnement se tient si l'on a à l'esprit la perspective du « *socialisme du XXe siècle* » dont il se réclame avec Chavez et Morales. Au Venezuela ou en Bolivie, les vieilles institutions de l'Etat capitaliste n'ont toujours pas disparu, vrai ou faux ? Chacun sait que c'est la vérité.

2- Argument – Depuis quand « *les rapports nord/sud* » constitueraient-ils un rapport de classes ? Où ont-ils vu joué cela ? Ils se situent encore sur le terrain de la bourgeoisie qui refuse de se situer sur celui de la lutte des classes, pour masquer ses menées impérialistes à travers le monde. Après l'histoire du monde divisé en « *blocs* », voilà venu le temps du monde divisé entre le « *nord* » et le « *sud* », sans doute pour mieux monter les peuples les uns contre les autres.

En dehors de l'aide que devrait fournir un gouvernement ouvrier révolutionnaire au prolétariat mondial en lutte pour son émancipation du capitalisme, je ne vois pas ce qu'il pourrait faire d'autres. Devrait-il venir en aide à des régimes n'ayant pas rompu avec le capitalisme sous prétexte qu'ils auraient une étiquette démocratique, par exemple ? Ce serait alors soutenir le capitalisme toujours au pouvoir dans ces pays-là, ce qui serait inacceptable.

Quoi qu'il en soit, vous aurez noté que dès qu'on passe à l'exercice pratique, il n'est plus question pour le NPA de rupture avec l'Union européenne, le reste importe peu en vérité, seuls les faits comptent pour nous.